

N° de marché : 2025NM000403

Prestation d'enlèvement de Graffiti et affichage sauvage

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Table des matières

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	4
1.2. MODALITÉS D'EXÉCUTION PARTICULIÈRES À L'INSERTION PROFESSIONNELLE :.....	5
1.2.1. MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES SOCIALES.....	5
1.2.2. NOMBRE D'HEURES D'INSERTION EXIGÉES.....	5
1.2.3. PUBLICS VISÉS.....	6
1.2.4. LES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE.....	6
1.2.5. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE EN CAS DE MUTUALISATION DES HEURES D'INSERTION.....	7
1.2.6. DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES.....	7
1.2.7. SUIVI DE L'ACTION D'INSERTION.....	8
1.2.8. DIFFICULTÉS DE RÉALISATION.....	9
1.2.9. BILAN DE L'ACTION D'INSERTION.....	9
1.2.10. CONDITIONS D'EXONÉRATION DE L'APPLICATION DE LA CLAUSE D'INSERTION PROFESSIONNELLE.....	9
1.2.11. PÉNALITÉS RELATIVES À L'INSERTION.....	10
1.3. CONTENU DES PRESTATIONS.....	10
1.4. ORGANISATION DU MARCHÉ.....	10
1.4.1. LES INTERLOCUTEURS DU TITULAIRE AUPRÈS DE L'ACHETEUR.....	10
1.4.2. LES INTERLOCUTEURS DE L'ACHETEUR AUPRÈS DU TITULAIRE.....	11
1.5. DURÉE DU MARCHÉ ET BONS DE COMMANDE.....	13
1.5.1. DURÉE GLOBALE.....	13
1.5.2. PRÉCISIONS SUR LES BONS DE COMMANDES.....	13
ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	13
ARTICLE 3. DÉLAI D'EXÉCUTION.....	14
3.1. PRÉCISIONS SUR LES DÉLAIS.....	14
3.2. MODALITÉS.....	14
ARTICLE 4. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 5. GARANTIES FINANCIÈRES.....	14
ARTICLE 6. AVANCE.....	14
ARTICLE 7. PRIX DU MARCHÉ.....	15
7.1. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX.....	15
7.2. RÉVISION DES PRIX.....	15
ARTICLE 8. CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	16
8.1. LES MODALITÉS ORGANISATIONNELLES DE MISE EN ŒUVRE.....	16
8.2. LES MODALITÉS FINANCIÈRES DE MISE EN ŒUVRE.....	17
ARTICLE 9. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	17
9.1. MODALITÉS DE FACTURATION.....	17
9.1.1. FACTURATION DU FORFAIT.....	17
9.1.2. FACTURATION DES PRESTATIONS SOUS BONS DE COMMANDE.....	17
9.2. PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS.....	17
9.3. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES FACTURES.....	18

9.4. CONDITIONS DE PAIEMENT.....	18
9.5. SUSPENSION DU DÉLAI DE PAIEMENT.....	18
ARTICLE 10. REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXÉCUTION.....	18
ARTICLE 11. PÉNALITÉS.....	19
11.1. MONTANT DES PÉNALITÉS :	20
11.2. NOTIFICATION DES PÉNALITÉS :	21
ARTICLE 12. GESTION DES DONNÉES.....	21
12.1. IDENTIFICATION DES DONNÉES.....	22
12.2. UTILISATION ET TRANSMISSION DES DONNÉES DURANT L'EXÉCUTION DU CONTRAT.....	22
12.3. HÉBERGEMENT DES DONNÉES.....	22
12.4. SOBRIÉTÉ DANS LA COLLECTE ET LA CONSERVATION DES DONNÉES.....	23
12.5. ALGORITHMES ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.....	23
12.6. EXPÉRIMENTATIONS.....	23
12.7. SORT DES DONNÉES.....	24
12.8. OUVERTURE DES DONNÉES PUBLIQUES.....	24
ARTICLE 13. ENGAGEMENTS DU TITULAIRE – PLAN DE PROGRÈS.....	24
ARTICLE 14. RÉSILIATION DES ENGAGEMENTS CONTRACTUELS.....	25
14.1. RÉSILIATION EN CAS DE MANQUEMENTS À SES OBLIGATIONS.....	25
14.2. AUTRES CAS DE RÉSILIATION.....	25
ARTICLE 15. DROIT ET LANGUE.....	25
ARTICLE 16. NANTISSEMENT – CESSION DE CRÉANCE.....	25
ARTICLE 17. DÉROGATIONS AU C.C.A.G. FCS.....	25

Article 1. Objet du marché – Dispositions générales

Objectifs

Dans le cadre de la définition de la politique achats de l'acheteur, le présent marché fixe les objectifs suivants :

- L'insertion professionnelle de personnes en difficultés.
- La diminution du budget global qui inclut les prix d'achat, mais également les coûts cachés comme par exemple le coût de stockage, de passation de commande, de gestion de facture,
- L'amélioration du service rendu à l'acheteur
- Le respect de l'ensemble des conditions d'exécution
- Proposer des produits, emballages ou autres modalités d'exécution, respectueux des objectifs de développement durable et s'inscrire dans une logique d'amélioration continue sur ce sujet

Le titulaire retenu s'engage à accompagner l'acheteur de façon active pour atteindre les objectifs désignés ci-dessus pendant toute la durée du contrat.

1.1. Objet et forme du marché

Nantes Métropole et la Ville de Nantes ont décidé de manière conjointe, de confier les prestations d'enlèvement de graffiti et d'affichage sauvage sur le territoire de Nantes Métropole, sur le domaine privé de la ville de Nantes à un prestataire de service.

Le présent marché a ainsi pour objet **des prestations d'enlèvement de graffiti et d'affichage sauvage**.

Il est alloté géographiquement selon les secteurs suivants et détaillés au C.C.T.P. :

Lot	Intitulé du lot
01	Pôles de Proximité Erdre & Loire Sèvre Vignoble
02	Pôles de Proximité Loire Chézine, Sud-Ouest, Erdre & Cens et domaines privés de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole

Il comporte une part à prix global et forfaitaire et une part s'exécutant à travers l'émission de bons de commande. La nature des prestations traitées à prix forfaitaires et à prix unitaires est décrite dans le CCTP.

Le marché est dénué de tout montant minimum, mais est assorti d'un montant maximum arrêté, pour la durée contractuelle globale (en ce compris la période de reconduction), et pour l'ensemble des prestations (à prix global et forfaitaire et à prix unitaires), comme suit :

Lot	Montant maximum
1	<p>1 500 000,00 € HT</p> <p>Dont 50 000 € HT pour la ville de Nantes</p> <p>Et 1 450 000,00 € HT pour la Métropole</p>

2	2 000 000,00 € HT Dont 50 000 € HT pour la ville de Nantes Et 1 950 000,00 € HT pour la Métropole
---	--

Il est conclu au profit d'un groupement de commandes composé autour de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole. Cette dernière en est le coordonnateur et est responsable en cette qualité de son lancement, de son attribution, de son suivi et engage juridiquement par ses décisions l'ensemble des membres du groupement (ci-après « les Membres »).

1.2. Modalités d'exécution particulières à l'insertion professionnelle :

Par dérogation à l'article 16.1 du C.C.A.G.-F.C.S. :

1.2.1. Mise en œuvre des clauses sociales

L'acheteur est engagé dans une démarche volontariste de promotion de l'emploi et lutte contre l'exclusion. Le cahier des charges du présent marché intègre une condition d'exécution liée à l'insertion par l'activité économique des personnes éloignées de l'emploi en application des articles L2111-1 et L2112-2 du code de la commande publique.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion particulières.

1.2.2. Nombre d'heures d'insertion exigées

Le nombre d'heures minimum d'insertion à réaliser est réparti comme suit :

Lot	Nombre d'heures d'insertion à effectuer
1	210H / an
2	280H / an

Objectifs de l'action d'insertion et impact sur la qualité des parcours d'insertion

Au-delà de l'exigence des volumes horaires minimum, le donneur d'ordre souhaite que l'exécution de la clause d'insertion professionnelle apporte une réelle plus-value que ce soit à l'entreprise ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause.

Ainsi cette clause doit permettre au(x) bénéficiaire(s) d'acquérir une expérience professionnelle réelle sur la base non seulement des formations apportées (par l'entreprise ou par les opérateurs de l'insertion), du tutorat mis en place mais aussi des tâches confiées, leur niveau de difficulté pouvant évoluer au fur et à mesure de l'exécution du marché. Ainsi, une évaluation régulière doit pouvoir être réalisée avec le(s) bénéficiaire(s).

Par ailleurs, la sécurisation du parcours d'insertion est attendue, la réussite d'une insertion dépendant non seulement de l'intégration dans le monde du travail mais aussi de la résolution de difficultés liées notamment au logement ou à la santé.

L'intérêt pour l'entreprise en s'investissant sur cet aspect qualitatif de la clause d'insertion est de renforcer les chances que le(s) bénéficiaire(s) puisse(nt) intégrer ses effectifs si une telle intégration répond à ses besoins de recrutement ou bien réponde(nt) aux besoins de recrutement de la branche professionnelle considérée. Il permet également de bénéficier, durant la période du marché, de l'accompagnement tant des opérateurs d'insertion que du donneur d'ordre au travers de la Mission Insertion par les Clauses Sociales de Nantes Métropole, des aides à la formation, des prestations du service public de l'emploi (France Travail -anciennement Pôle Emploi, Maison de l'Emploi, Mission Locale, CAP Emploi...).

Précisions en cas de reprise du personnel sur un ou plusieurs lots

Si l'attributaire doit reprendre tout ou partie des salariés en application de l'article L.1224-1 et suivants du Code du travail, et de la Convention collective applicable au secteur, le nombre d'heure d'insertion

prévu au contrat pourra être recalculé en se basant uniquement sur la part des salariés non repris.

Ce réajustement permet de respecter la pérennité des emplois et garantit une équité entre les soumissionnaires.

L'attributaire pourra en faire la demande en début d'exécution du contrat, en transmettant le montant HT annuel du marché, le nombre d'heure de travail mensuel du personnel repris et la liste de ces personnels.

La part du personnel repris pouvant évoluer au cours du contrat, ce calcul de proratisation sera renouvelé tous les 12 mois.

1.2.3.Publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle particulières.

Sont concernés les publics suivants :

- Habitants des quartiers prioritaires inscrits à France Travail et/ou à la Mission Locale
- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à France Travail)
- Allocataires de minima sociaux
- Personnes reconnues travailleurs handicapés en difficulté d'insertion professionnelle
- Jeunes demandeurs d'emploi de moins de 26 ans, ayant un faible niveau de qualification (niveau inférieur au CAP/BEP) ou sans expérience professionnelle
- Jeunes demandeurs d'emploi de moins de 26 ans, diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire
- Les personnes prises en charge par une structure de l'insertion par l'activité économique
- Demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en difficulté d'insertion professionnelle
- Demandeurs d'emploi ayant le statut de réfugié ou bénéficiant de la protection subsidiaire

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé des partenaires emploi / insertion, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

L'éligibilité des publics doit obligatoirement être validée par la Mission clauses sociales de Nantes Métropole avant la prise de poste effective.

1.2.4.Les modalités de mise en œuvre

L'entreprise titulaire devra réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon les modalités définies ci-dessous :

- ➔ **1^{ère} modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une structure d'insertion ;

La liste des structures d'insertion du territoire vous sera transmise au démarrage du marché lorsque vous prendrez contact avec la Mission clauses sociales dont les coordonnées sont précisées ci-dessous. Si vous en avez besoin pour construire votre réponse au marché, vous pouvez la demander auprès de la Mission clauses sociales

- ➔ **2^{ème} modalité** : la mise à disposition de salariés.

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire dont le projet d'insertion a été référencé dans le cadre du dispositif par Nantes Métropole)
- D'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification
- D'une association intermédiaire.
- D'une entreprise adaptée de Travail Temporaire

- ➔ **3^{ème} modalité** : l'embauche directe d'une personne répondant aux critères d'éligibilité des publics



Point d'attention sur l'éligibilité des publics dans le cadre des contrats suivants :

→ À compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée, en application d'une clause sociale dans un marché, reste éligible au dispositif pour une durée de 24 mois. Cela correspond à la durée maximale d'un parcours d'insertion (agrément IAE notamment)

→ Dans le cas d'un recrutement en Contrat en alternance :

- Les heures de travail ET de formation sont valorisées pendant la durée du contrat. Les publics cibles de la clause d'insertion sont éligibles pendant la durée du contrat.
- Les personnes sortant de 3e sans difficulté particulière sont prises en compte – par dérogation – pendant la 1ère année du contrat.

→ Incitation à l'emploi durable : Dans le cas d'un recrutement en CDI d'un public cible, moins de 3 mois avant la date de notification du marché ou en cours de marché :

- les heures peuvent être valorisées jusqu'à 36 mois selon le parcours de la personne
- ou dans la limite de 48 mois si la durée du marché est supérieure ou égale à 4 années ET si l'entreprise peut attester son impossibilité à réaliser une action d'insertion complémentaire ou qu'aucun autre recrutement en insertion n'est possible.

1.2.5.Modalités de mise en œuvre en cas de mutualisation des heures d'insertion

La mutualisation est la mise en commun d'heures d'insertion réalisées par un salarié d'une entreprise, ou mis à disposition, réparties solidairement entre plusieurs marchés simultanés d'un ou plusieurs donneurs d'ordre. L'objectif est de favoriser des parcours d'insertion plus longs ou plus qualifiants pour les personnes.

Les heures d'insertion réalisées dans le cadre d'un marché comportant une clause sociale sont alors valorisées et réparties sur plusieurs marchés conclus concomitants.

La mutualisation porte sur une période de temps définie. Elle doit donc concerner des marchés dont la périodicité est concomitante (chevauchement des périodes d'exécution entre les opérations concernées).

La demande de mutualisation doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié. Le titulaire du marché doit solliciter une demande, auprès du ou des donneurs d'Ordre et du facilitateur, afin de recueillir un accord écrit. Cet échange sera réalisé par courrier électronique.

Le ou les donneurs d'ordre peuvent accepter la mutualisation si le candidat est éligible, si les dates de marchés concernées sont concomitantes et si cette mutualisation représente un réel intérêt pour le parcours d'insertion de la personne.

Elle ne peut être motivée par un souci de report des engagements d'insertion non réalisés par l'entreprise titulaire.

En effet, cette mutualisation ne sera accordée que pour permettre la réalisation de parcours d'insertion longs, qualifiants et menant à l'emploi durable.

Ainsi, les conditions à respecter sont :

- La mise en place de contrat de travail de plus de 6 mois ou de période de mise à disposition de plus de 6 mois.

OU

- La mise en place de contrat en alternance permettant l'accès à la qualification

1.2.6.Dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses sociales, un dispositif d'accompagnement a été mis en place.

Les entreprises désireuses d'obtenir des renseignements peuvent ainsi prendre contact avec le service facilitateur suivant qui accompagnera les entreprises :

Mission Insertion Professionnelle par les clauses sociales
Service Emploi et Insertion / Direction Économie et Emploi Responsables
Tél. : 02 40 99 32 91 - clausesociale@nantesmetropole.fr
2 cours du Champ de Mars – 44923 NANTES cedex 9

La Mission Insertion par les clauses sociales aura pour missions :

- De renseigner les entreprises sur les différents dispositifs d'insertion existants
- D'accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de l'insertion socioprofessionnelle, notamment de valider l'éligibilité des publics en insertion
- D'orienter vers les acteurs de l'emploi et de l'insertion
- D'assurer le contrôle et l'évaluation de l'action d'insertion.
- Le titulaire, dès notification du marché, contacte la Mission clauses sociales de Nantes Métropole pour définir les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion. Il doit le tenir informé préalablement de toute modification dans ses modalités en cours d'exécution.

Sous-traitance

Si une partie des prestations est sous traitée, le titulaire du marché s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant si celui-ci est concerné au vu des prestations qui lui sont confiées.

L'entreprise titulaire s'engage à ne pas répercuter d'objectif d'insertion inférieur à 105 heures de travail. Toute répercussion de tout ou partie de son objectif d'heures d'insertion par l'entreprise titulaire vers un ou plusieurs de ses sous-traitants devra être signalée à la Mission clauses sociales de Nantes Métropole.

En tant qu'entreprise principale, il reste responsable globalement de l'exécution du marché.

L'entreprise conserve l'entière responsabilité des personnes recrutées, de la signature des contrats de travail, de la définition du programme d'insertion et de la transmission des éléments de réalisation.

1.2.7. Suivi de l'action d'insertion

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

Le titulaire fournit chaque mois, à la Mission clauses sociales de Nantes Métropole, tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socioprofessionnel, formation...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause d'insertion et son évaluation.

A cette fin, le titulaire utilisera la fiche de suivi mensuel qui lui sera transmise par la Mission clauses sociales de Nantes Métropole au démarrage du marché.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause d'insertion, à l'ordre du jour d'une réunion de suivi d'exécution.

Le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur privilégié afin de faciliter le suivi de l'action d'insertion.

Traitement des données personnelles

Les Données Personnelles collectées par l'employeur et transmises à la Mission Clauses Sociales de Nantes Métropole font l'objet d'un traitement informatique destiné à permettre la gestion et le suivi du dispositif clause sociale métropolitain.

Ces données seront traitées dans le logiciel Clause de l'entreprise ARCHE MC2, prestataire de Nantes Métropole.

Ce traitement fait l'objet d'une déclaration au registre des traitements de Nantes Métropole.

Le responsable du traitement est le service de Nantes Métropole en charge du suivi et de la gestion des clauses sociales.

Les données personnelles permettent de valider l'éligibilité des bénéficiaires, d'assurer le suivi du dispositif clause sociale et d'établir des données statistiques anonymes.

Les données personnelles collectées concernent : le nom, le prénom, le sexe, la date de naissance, l'adresse postale, l'adresse électronique, le numéro de téléphone.

Ces données sont conservées le temps de la présence des personnes concernées dans le dispositif des clauses sociales pendant une durée maximale de :

- 48 mois à compter du premier jour de la mise en poste et 24 mois après la fin de la période concernée
- dans le cadre des opérations liées à l'ANRU, ces informations seront conservées jusqu'en 2025 inclus au minimum et le temps du bilan lié au Nouveau Programme Nationale de Renouvellement Urbain.

Conformément à la loi informatique et libertés et au Règlement européen sur la protection des données, les personnes bénéficiaires du dispositif bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement, de portabilité des Données Personnelles les concernant. Elles peuvent exercer ce droit en contactant le service de Nantes Métropole en charge du suivi et de la gestion des clauses sociales par mail : clausesociale@nantesmetropole.fr ; ou la déléguée à la protection des données de Nantes Métropole à l'adresse mail : dpd@nantesmetropole.fr, qui s'engagera à répondre dans les meilleurs délais à réception de la demande.

Ainsi en l'application du règlement européen sur la protection des données, l'entreprise titulaire a la responsabilité d'informer les personnes employées ou susceptible d'être employées directement par elle, des dispositions prévues audit règlement (notamment en ce qui concerne la collecte, la transmission, le destinataire, la conservation, le traitement, l'accès et la rectification de données personnelles).

En cas de recours à un intermédiaire pour l'emploi de personnes éligibles (notamment le recours à une entreprise d'interim, un sous-traitant, une structure d'insertion par l'activité économique, un groupement pour l'insertion et la qualification), le titulaire doit s'assurer que cet intermédiaire assure auprès des personnes concernées l'information relative à l'application du règlement européen.

1.2.8. Difficultés de réalisation

Le titulaire doit informer le donneur d'ordre par courrier recommandé avec accusé de réception des difficultés qu'il rencontre pour assurer son engagement. Le titulaire étudiera, en lien avec la Mission clauses sociales de Nantes Métropole, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

La Mission clauses sociales de Nantes Métropole pourra évaluer la pertinence des moyens mis en œuvre.

1.2.9. Bilan de l'action d'insertion

En fin de marché, un bilan quantitatif et qualitatif de l'exécution de l'action d'insertion relative aux engagements pris par l'entreprise titulaire, pourra être établi par la Mission clauses sociales de Nantes Métropole.

Ce bilan fait état des heures de travail réservées aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle ainsi que des formations qualifiantes mises en place dans le cadre du présent marché.

1.2.10. Conditions d'exonération de l'application de la clause d'insertion professionnelle

La Mission clauses sociales se réserve le droit d'exonérer, totalement ou partiellement, la clause d'insertion professionnelle dans le cas où le titulaire justifie de difficultés économiques particulières (activité partielle, licenciement économique, placement en procédure collective comme le

redressement judiciaire...).

Le titulaire doit en informer la Mission clauses sociales dans les meilleurs délais et joindre les justificatifs nécessaires (décision de la DIRECCTE, jugement du tribunal ou autre). La reconnaissance d'une exonération totale ou partielle de l'obligation de la clause d'insertion professionnelle sera matérialisée par un ordre de service ou un avenant au marché.

En cas d'activité partielle, l'exonération totale ou partielle de l'application de la clause d'insertion ne peut être accordée que si la durée de la mesure d'activité partielle correspond à une phase d'exécution active du contrat et si les fonctions concernées par cette mesure correspondent à celles visées par la clause d'insertion.

En cas de licenciement économique, l'exonération totale ou partielle de l'application de la clause d'insertion ne peut être accordée que s'il s'agit d'un licenciement économique intervenu moins d'un an (délai applicable à la priorité de réembauchage) avant une phase d'exécution active du contrat pour le titulaire et si les fonctions concernées par cette mesure correspondent à celles visées par la clause d'insertion.

En cas de placement en procédure collective du titulaire en cours d'exécution du marché (procédure de sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire...), si le contrat est poursuivi, l'exonération totale ou partielle de l'application de la clause d'insertion ne peut être accordée que si la période de cessation des paiements ou la période d'observation du titulaire correspond à une phase d'exécution active du contrat pour le titulaire et si les fonctions concernées par le placement en procédure collective correspondent à celles visées par la clause d'insertion.

En cas de placement en procédure collective du titulaire en cours d'exécution du marché (procédure de sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire...), si le contrat n'est pas poursuivi, l'exonération totale ou partielle de l'application de la clause d'insertion peut être accordée.

De plus, l'exonération ne peut être accordée si le titulaire recourt à une sous-traitance ou une cotraitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant ou le cotraitant n'est pas touché par une mesure d'activité partielle ou de licenciement économique.

1.2.11. Pénalités relatives à l'insertion

Pénalités liées au volume d'heures d'insertion

- 1) En cas de non-respect du volume d'insertion contractuel, et sous réserve de l'exonération totale ou partielle de l'application de la clause prévue ci-dessus selon les modalités du dispositif métropolitain, une pénalité de 45 € par heures d'insertion non réalisées sera appliquée au titulaire.
- 2) En cas de non transmission répétée des documents justificatifs que le titulaire doit fournir et permettant le suivi de la réalisation des heures d'insertion, le donneur d'ordre appliquera une pénalité forfaitaire de 250 €, après mise en demeure du titulaire. La pénalité s'applique pour chaque fait générateur.

1.3. Contenu des prestations

Le marché intègre les éléments suivants :

- L'enlèvement des graffitis et tags (par divers moyens tels que effaceurs, peintures, jets basse pression, etc.).
- La réfection des supports lorsque cela est rendu nécessaire par l'enlèvement.
- L'enlèvement des affiches et des stickers
- Le nettoyage des supports et de leurs abords.
- La remise en place de protections permanentes si nécessaire.

1.4. Organisation du marché

1.4.1. Les interlocuteurs du titulaire auprès de l'acheteur

La Direction du pôle proximité Nantes Centralité

Elle est l'interlocutrice principale du titulaire. Elle en assure donc le suivi général. Elle centralise les informations commerciales émanant du titulaire et est l'interlocuteur désigné pour recevoir les propositions d'économie que pourra suggérer le prestataire.

Les Services

L'exécution du marché est déconcentrée. Ainsi, chaque service est en charge de la passation de ses commandes. A ce titre, le prestataire sera amené à gérer en direct avec chacun de ces services notamment les commandes, les facturations ainsi que les demandes d'informations ou de devis.

1.4.2. Les interlocuteurs de l'acheteur auprès du titulaire

Le chargé de compte

Le titulaire s'engage à communiquer au Pôle Nantes Centralité, dans les 15 jours après la notification du marché, les coordonnées exactes de la personne chargée du suivi général du compte. Cette personne sera l'interlocutrice unique de la Direction pilote pour toutes demandes d'informations ou d'actions formulées au cours de l'exécution du marché. Elle aura autorité chez le titulaire pour mener à bien des actions sur toutes les prestations contractuelles (commande, livraison, facturation, suivi technique et commercial, etc).

Interlocuteurs privilégiés

Le titulaire s'engage à communiquer au pilote du marché, dans les 15 jours ouvrés après la notification du contrat, les coordonnées des personnes chargées du suivi contractuel. Ces personnes seront les interlocuteurs pour le suivi quotidien de la prestation et devra accompagner les services dans ses démarches.

Le responsable technique

Le titulaire s'engage à communiquer au plus tard à la date de notification du présent marché le nom de la personne en charge du suivi technique et opérationnel du marché. L'acheteur souhaite disposer d'un interlocuteur unique pour le suivi des prestations. Il fera le lien entre les techniciens des services de l'acheteur et ceux du titulaire.

Changement d'interlocuteur(s) :

En cas de manquements répétés dans l'exécution du marché (manque d'informations transmises, données transmises erronées...), la Direction pilote peut, avant d'envisager sa résiliation exiger un changement d'interlocuteur(s) auprès du titulaire.

Conduite des prestations par les personnels contractuellement désignés :

Le titulaire s'engage à n'affecter aux prestations que les personnels figurant au mémoire technique.

Si l'une de ces personnes n'est plus en mesure d'accomplir les tâches qui lui sont affectées, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations
- Proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il communique le nom dans un délai de 8 jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Dans le silence de l'acheteur, le remplaçant proposé est considéré comme accepté.

Les avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié sans indemnité après mise en demeure préalable.

Probité

En conformité avec la loi « Sapin 2 » du 9 décembre 2016 et les recommandations de l'Agence Française Anticorruption (AFA), l'acheteur s'est doté d'une charte de déontologie des élus ainsi que d'un guide de déontologie des agents exprimant la volonté d'accompagner, au quotidien, l'engagement de tous et toutes à agir pour un service public exemplaire.

Pour les opérateurs économiques (fournisseurs, prestataires...), ces référentiels sont notamment une garantie du respect des principes cardinaux de la commande publique que sont la liberté d'accès à la commande publique, l'égalité de traitement des candidats et la transparence des procédures.

Il est ainsi rappelé :

- Qu'en aucun cas un agent de l'acheteur ne peut solliciter ou accepter, directement ou indirectement, des offres, promesses, dons, présents ou des avantages quelconques, pour son compte ou pour autrui, ou abuser de son influence en vue de faire obtenir d'une autorité ou d'une administration publique des marchés ou toute autre décision favorable ;
- Que les opérateurs économiques (dont le titulaire du présent marché) s'abstiennent de proposer et de faire bénéficier de cadeaux de toute nature (argent, privilèges, présents...) et préviennent toute situation de conflit d'intérêts ;
- Qu'ils s'abstiennent également d'entreprendre à leur initiative des démarches commerciales physiques ou téléphoniques vers les différents services de l'acheteur.

Il convient de souligner que les atteintes à la probité (corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, favoritisme, concussion et détournement de fonds publics) constituent des délits pénaux.

Les cocontractants de la collectivité, leurs sous-traitants ou, lorsqu'il s'agit de personnes morales, les membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de ces cocontractants et sous-traitants ainsi que les membres de leur personnel ont la possibilité de réaliser une alerte auprès du référent alerte éthique de la collectivité qui recueille les signalements émis. Le cas échéant cette alerte doit avoir pour objet de signaler ou divulguer, sans contrepartie financière directe et de bonne foi, des informations portant sur un crime, un délit, une menace ou un préjudice pour l'intérêt général, une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, du droit de l'Union européenne, de la loi ou du règlement.

Ils peuvent à cette fin saisir le référent alerte éthique :

- En adressant un courriel à l'adresse : alerte@cdg44.fr avec en objet « Confidentiel – Signalement d'une alerte » ;
- En adressant un courrier à l'adresse suivante :

Collège de déontologie (réfèrent alerte)
Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Loire-Atlantique
6 rue du Pen Duick II
CS 66225
44262 NANTES cedex 2

Pour plus d'informations : <https://www.cdg44.fr/catalogue-des-prestations/le-referent-deontologie>

1.5. Durée du marché et bons de commande

1.5.1. Durée globale

Le présent marché prendra effet à compter de la date de sa notification, et ce pour une période initiale de 2 ans.

Il pourra être reconduit 1 fois, dans les mêmes termes, pour une durée de 2 ans.

En cas de reconduction, celle-ci sera expressément signifiée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 3 mois avant l'échéance de la période de validité en cours. En cas de non reconduction, le titulaire en sera informé par écrit.

Le titulaire du marché devra fournir, avant la fin de l'exécution du présent marché, sur simple demande de Nantes Métropole, et dans le délai imparti, tous les éléments nécessaires à l'information des candidats sur la reprise du personnel, dans le cadre du lancement du prochain marché et ce conformément à la jurisprudence en vigueur.

Le non-respect de cette clause donnera lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 11 du présent C.C.A.P..

1.5.2. Précisions sur les bons de commandes

Les bons de commande seront émis en fonction des besoins.

Le titulaire a pour obligation d'assurer l'exécution de tout bon de commande parvenu et notifié avant la fin du marché, quand bien même sa durée d'exécution est postérieure à la période de validité du présent contrat (telle que définie à l'article 1.5.1 du présent C.C.A.P.). Ce délai ne saurait toutefois dépasser une durée de 6 mois après le terme du marché.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le numéro du marché ;
- Le SIRET du budget de la collectivité concerné par la facturation : 24440040400129 pour Nantes Métropole et 21440109300015 pour la Ville de Nantes
- Le numéro d'engagement auquel se rapporte la facture (*ce numéro est communiqué par l'acheteur. A défaut, il appartient au titulaire de se rapprocher de l'interlocuteur mentionné dans la lettre de notification pour l'obtenir*)
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations réalisées ;
- Les délais de livraison ou d'exécution (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'acheteur pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

L'acheteur se réserve la possibilité, par décision unilatérale, d'annuler tout ou partie du bon de commande. Cette annulation ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité

Article 2. Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant ci-après :

- L'Acte d'engagement et son annexe co-traitance
- Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.)
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et son annexe Données
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G- F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021)
-
- Le mémoire technique et environnemental remis par le titulaire à l'appui de son offre
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

Article 3. Délai d'exécution

3.1. Précisions sur les délais

Pour les prestations traitées à prix global et forfaitaire, le délai maximum pour retirer tout graffiti visible et accessible depuis le domaine public est de **10 jours ouvrés** après l'apparition du graffiti.

Pour la partie du marché à bon de commande, le délai maximum pour réaliser la prestation commandée est de **10 jours ouvrés** à compter de la réception du bon de commande.

Les graffiti à caractère injurieux, raciste, politique ou pornographique feront l'objet d'une intervention en urgence et devront être retiré dans les 24 heures après signalement en jours ouvrés.

3.2. Modalités

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Pour la partie forfaitaire, le marché s'exécute à partir d'un ordre de service.

Pour la partie à bons de commande, le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution ne devra pas dépasser 10 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande.

La formation relative aux outils permettant de rendre compte des prestations exécutées tout au long de la durée du marché est à la charge du prestataire conformément à l'article 2.5.2 du C.C.T.P.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par la collectivité dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S..

Article 4. Constatation de l'exécution des prestations

Les vérifications et décisions après vérifications seront réalisées conformément aux stipulations du C.C.T.P..

Article 5. Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 6. Avance

Une avance est accordée en une seule fois au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché (ou du bon de commande) est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Conformément à l'option B de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S., le montant de l'avance est fixé à 20,00 % du montant initial du marché (ou du bon de commande) si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,00 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché (ou du bon de commande) divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 60,00 % du montant du marché initial (ou du bon de commande). Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du marché initial (ou du bon de commande).

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Article 7. Prix du marché

7.1. Caractéristiques des prix

Le présent marché est composé, conformément aux dispositions du C.C.T.P. qui en précise les contours, d'une partie à prix global et forfaitaire et d'une partie à prix unitaire donnant lieu à l'émission de bons de commande.

- **Prestations à prix global et forfaitaire** : le prestataire a une obligation de résultat, il s'engage à retirer sur un territoire donné tout graffiti ou affiche visible et accessible depuis le domaine public par tous moyens appropriés jusqu'à une hauteur de **4 mètres**. Le délai maximum pour réaliser ces travaux est de **10 jours ouvrés** après l'apparition du graffiti ou de l'affiche. Ces opérations de nettoyage doivent également répondre à des objectifs qualitatifs très précis tels que décrits plus amplement dans les articles du C.C.T.P. L'objectif de cette démarche est d'avoir un rôle dissuasif auprès des auteurs de graffiti ou d'affichage sauvage en limitant au maximum dans le temps la visibilité de leurs réalisations.

Le prix global et forfaitaire est exclusif de toute autre forme de rémunération pour les prestations qu'il comprend.

- **Prestations à prix unitaires sur la base du B.P.U.** : le recensement des graffiti ou des affiches est effectué par les services de Nantes Métropole et de la Ville de Nantes, et est ensuite transmis pour nettoyage au prestataire qui dispose à réception du bon de commande de **10 jours ouvrés** pour réaliser l'intégralité des prestations commandées.

Pour les prestations et fournitures qui, bien qu'elles entretiennent un lien direct avec l'objet du présent marché, ne figureraient pas au B.P.U., les prix seront déterminés sur devis établi par le titulaire auprès de l'acheteur. Le devis ne sera réputé accepté que s'il donne lieu à l'émission d'un bon de commande.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S..

L'application de la TVA, des écotaxes et écocontributions sont celles en vigueur au moment de la livraison-réception (service fait).

7.2. Révision des prix

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, et à chaque date anniversaire de la notification du présent marché, les conditions tarifaires seront révisées selon les modalités décrites ci-après.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres initiale ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés annuellement (à la date anniversaire de la notification du marché) par application aux prix d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 15,00\% + 85,00\% (In/Io)$$

où :

- x **Cn** : coefficient de révision,
- x **Io** : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- x **In** : valeur de l'index de référence au mois n,

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel s'inscrit la date anniversaire de la notification du marché. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant la nouvelle période de 12 mois.

L'indice de référence I, publiés au Moniteur des Travaux publics ou par l'INSEE, est le suivant :

- Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.29 – Autres services de nettoyage Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – **Identifiant 010766462**

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

L'application de la TVA est celle en vigueur au moment des commandes.

Les indices pris en compte seront les derniers indices publiés. Si le dernier indice publié est antérieur à celui qui doit être appliqué, la révision se fera avec cet indice et sera définitive

Article 8. Clause de réexamen

D'une part, en cours d'année Nantes Métropole se réserve le droit de faire évoluer le périmètre d'intervention géographique à proximité et de manière contiguë et/ou le périmètre des prestations d'entretien en ajout ou suppression dans la limite du caractère substantiel de ces modifications. Nantes Métropole avertit le prestataire au moins un mois à l'avance. Durant ce délai, le titulaire peut formuler d'éventuelles objections.

D'autre part, à chaque date anniversaire, dans le cadre des comptes rendus annuels d'activité (article 2.5.1 du CCTP), le pouvoir adjudicateur effectuera une fois par an une évaluation globale des prestations réalisées sur la base du rapport d'activité annuel, de la décomposition des charges d'exploitation accompagnés d'un plan de progrès (article 13 du présent C.C.A.P.) indiquant les pistes d'amélioration et d'optimisation maintenant le niveau de propreté exigé.

8.1. Les modalités organisationnelles de mise en œuvre

Les modalités organisationnelles de mise en œuvre sont les suivantes :

En cours d'année, dans le cadre d'une modification des prestations récurrentes relevant de la partie à prix global et forfaitaire proposée par Nantes Métropole un ordre de service sera transmis au titulaire pour confirmer la date de mise en œuvre. En cas de non-respect de l'ordre de service par le titulaire, la pénalité prévue à l'article 11.1 infra est appliquée.

A chaque date anniversaire, dans le cadre du plan de progrès, un ordre de service ou un avenant sera transmis au titulaire pour confirmer la date de mise en œuvre. En cas d'absence d'accord des deux parties, le pouvoir adjudicateur pourra mettre fin aux échanges à tout moment par courrier et les dispositions applicables contractuellement demeureront.

8.2. Les modalités financières de mise en œuvre

Les modalités financières de mise en œuvre de la clause de réexamen sont les suivantes :

D'une part, lorsqu'en cours d'année une évolution des prestations relevant du forfait annuel est actée, le prix global et forfaitaire de l'année en cours est éventuellement réajusté en fonction du rapport entre le montant résultant des modifications et le montant initial du forfait annuel.

Ce réajustement donnera lieu à une modification contractuelle.

Pour l'exercice en cours, le montant forfaitaire sera calculé au *pro rata temporis* du nombre de mois.

D'autre part, la mise en œuvre d'optimisation liée à l'organisation des prestations pourra induire une modification du prix global et forfaitaire et l'introduction de nouveaux prix unitaires non prévus au B.P.U.. Ces évolutions donneront lieu à une modification contractuelle.

Article 9. Modalités de règlement des comptes

9.1. Modalités de facturation

9.1.1. Facturation du forfait

Le prestataire établira sa facturation mensuellement à Nantes Métropole, facturation qui correspondra à 1/12^{ème} du prix global et forfaitaire annuel sur lequel il s'est engagé.

9.1.2. Facturation des prestations sous bons de commande

Le prestataire établira sa facturation commande soldée. Des acomptes pourront être acceptés lorsque la commande comporte un délai d'exécution supérieur à 1 mois.

9.2. Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

La demande de paiement porte outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et les coordonnées du titulaire (nom, adresse, numéro de SIRET ...)
- Les coordonnées bancaires en vigueur (si le RIB n'a pas été antérieurement fourni)
- Le numéro et la date du marché correspondant et son libellé
- Le numéro du bon de commande ;
- La liste des prestations fournies
- Le numéro et la date du bon de livraison
- Le montant hors T.V.A., taux et montant T.V.A., les montants toutes taxes comprises des prestations exécutées
- Le montant des fournitures admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis
- La date de facturation.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- La mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).
- Le SIRET du budget de la collectivité concerné par la facturation : 24440040400129 pour Nantes Métropole et 21440109300015 pour la ville de Nantes
- Le numéro d'engagement auquel se rapporte la facture (*ce numéro est communiqué par l'acheteur. A défaut, il appartient au titulaire de se rapprocher de l'interlocuteur mentionné dans la lettre de notification pour l'obtenir*)

Dans le cas où la demande de paiement ne comporterait pas l'ensemble des pièces et/ou mentions prévues par la loi ou le présent marché, le pouvoir adjudicateur la rejettera

9.3. Modalités de transmission des factures

Les demandes de paiements sont adressées électroniquement via le portail Chorus Pro.

Des informations concernant le fonctionnement sont disponibles à l'adresse <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

9.4. Conditions de paiement

Le paiement des sommes dues au titre du présent marché interviendra dans un délai global maximum de 30 jours conformément aux articles R2192-10 du code de la commande publique.

La date de départ de ce délai pour le paiement de l'avance, prévue le cas échéant pour ce marché, est celle de la réception par le pouvoir adjudicateur de la garantie à première demande conformément à l'article R 2191-7 du code de la commande publique.

Le délai de paiement prend fin lors de la mise en paiement par le Comptable assignataire des Finances et n'inclut donc pas les délais bancaires.

9.5. Suspension du délai de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme aux dispositions du marché ou ne comporte pas les pièces justificatives nécessaires, le délai global de paiement indiqué au présent article est suspendu.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

La notification de la décision de suspension du délai de paiement indique les raisons qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Le délai global de paiement est suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées. Cette remise a lieu par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

A compter de la réception de justifications demandées, un nouveau délai global est ouvert : il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

En cas de contestation sur le montant de la somme due, les sommes admises sont payées dans les délais ci-dessus. Le complément doit être mandaté le cas échéant, après règlement du désaccord ; ce complément donne lieu à des intérêts moratoires au profit du titulaire.

Article 10. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra, à son initiative, se voir substituer par un nouveau titulaire.

Ce remplacement ne pourra toutefois advenir que dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité ;
- Cession de contrat ;
- Décès ;
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles ;
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé par le titulaire ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, et ce à l'aune des mêmes pièces que celles produites par le titulaire à l'appui de sa candidature.

Au terme de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution, substitution qui ne pourra, en toutes hypothèses, emporter d'autres modifications substantielles des clauses contractuelles.

Dans le cadre d'un groupement titulaire (au sens des dispositions des articles R2142-19 du Code de la commande publique), cette même latitude de substitution, au titre de l'une des hypothèses visées *supra*, sera offerte à chacun des membres du groupement, sous réserve de l'accord de l'ensemble des co-traitants (en ce compris le mandataire) et de l'acheteur.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit l'un des membres du groupement, soit une entreprise tierce ;
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

En cas de désaccord d'un des membres du groupement ou de l'acheteur sur la substitution (et, conséquemment, sur la mise en œuvre de cette dernière), il sera procédé comme suit :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : le retrait d'un cotraitant (pour l'une des raisons énumérées au 2nd alinéa du présent article) emportera automatiquement le déploiement de la solidarité des autres membres du groupement ;
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant retiré (pour l'une des raisons énumérées au 2nd alinéa du présent article) sera résiliée, les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations ou travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement titulaire, le groupement recomposé désignera un nouveau mandataire dans les conditions fixées à l'article 3.5.4 du C.C.A.G.-F.C.S., et ce quelle que soit la nature du groupement.

Dans le cas d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l'alinéa précédent se refuse d'être solidaire, l'acheteur se réservera la possibilité :

- Soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ;
- Soit de résilier le présent marché (dans son ensemble), sans que toutefois cette résiliation donne lieu à une quelconque indemnisation du groupement titulaire.

En toutes hypothèses, la substitution donnera lieu à l'établissement d'un avenant.

Article 11. Pénalités

Les pénalités prévues au marché, seront recouvrées dès le 1^{er} euro par dérogation à l'article 14.1 .3 du C.C.A.G.- F.C.S..

Ces pénalités peuvent donner lieu à l'émission d'un titre de recette.

Par dérogation à l'article 14 .1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., l'acheteur informera le titulaire de la sanction envisagée et celui-ci disposera de 10 jours ouvrés pour présenter ses observations à la suite desquelles la direction du Pôle Nantes Centralité se réserve le droit d'appliquer ou non ces sanctions.

11.1. Montant des pénalités :

	montant pénalité en € HT
Graffiti au-delà du seuil résiduel au niveau du secteur forfaitaire	100 € /m ²

taire	
Graffiti non nettoyé dans le délai contractuel de 10 jours ou vrés au-delà du seuil résiduel toléré du secteur forfaitaire	100 €/m ²
Graffiti mal effacé (spectre visible, teinte recouvrement non identique à l'existant, support dégradé suite à effacement...), par constat	100 € par constat
Surface d'affiches au-delà du seuil résiduel pour le secteur forfaitaire, le m ²	100€/m ²
Autocollants sur mobilier urbain au-delà du seuil résiduel pour le secteur forfaitaire,	60 € par mobilier
Surface d'affiches non nettoyée dans le délai contractuel de 10 jours, le m ² au-delà du seuil résiduel toléré du secteur forfaitaire	100 €/m ² par constat
Autocollants sur mobilier urbain non nettoyés dans le délai contractuel de 10 jours, au-delà du seuil résiduel toléré du secteur forfaitaire	60 € par mobilier
Affiche mal enlevée (support dégradé, présence de résidu)	50€ par constat
Zone de chantier rendue non propre ou présence de traces d'écoulement et de projection	100€ par constat
Non-respect du délai d'intervention pour le secteur à bon de commande	100 € par jour ouvré
Non-respect du délai d'intervention sur les prestations urgentes	20€/par heure de dépassement maximum 100€/jour ouvré
Indisponibilité de l'outil informatique de suivi des prestations, par jour	500 € par jour ouvré
Non-respect de la réglementation sur la gestion des déchets (respect des filières de traitement des déchets, dont les déchets liquides)	500€ par constat
Non-respect des règles d'hygiène et de sécurité (port des EPI, signalisation temporaire de chantier, conformité de l'outillage, travaux en hauteur...), par constat	200 € par constat
Véhicules non conformes (carrosserie dégradée, absence d'entretien...), par constat	200 € par constat
Utilisation de produits non validés par le responsable du marché	100€/constat
Non transmission de documents prévus au CCTP, par constat	200 € par constat
Absence (ou retard de plus de 45 minutes) à un rendez-vous programmé, par constat	100 € par constat
Plafond pénalités pour non-respect des délais d'intervention	Maximum 5000 € par mois
Cumul pénalités pour présence de graffiti ou d'affiches au-delà du seuil résiduel contractuel	Maximum 5000 € Par circuit de contrôle
Cumul Pénalités pour graffiti ou affiche mal nettoyés	Maximum 4000€ par mois
Absence de remise des livrables	100 € par jour ouvré de retard

11.2. Notification des pénalités :

Durant la période de rodage d'un mois, les contrôles qualités seront réalisés. En cas de dysfonctionnements constatés les pénalités ne s'appliqueront pas. Passé ce délai, les éventuelles pénalités s'appliqueront pleinement et seront notifiées pour paiement au titulaire du marché.

Chaque pénalité fera l'objet d'un rapport écrit qui sera transmis au prestataire pour justifier le montant des pénalités. Ce rapport comportera au minimum les éléments suivants :

- Le jour et l'heure du contrôle
- Le lieu du contrôle
- Le pilote à l'origine du contrôle
- La nature du défaut constaté
- Toute pièce utile venant attester le défaut constaté (photo, rapport...)
- Le montant de la pénalité

Les pénalités feront l'objet d'un titre de recette établi à l'encontre du titulaire du marché.

Article 12. Gestion des données

Nantes Métropole a adopté le 19 juin 2019 une Charte métropolitaine de la donnée : <https://metropole.nantes.fr/charte-donnee>.

Ce document définit la doctrine institutionnelle de la collectivité relative à l'ensemble des données publiques et traduit notamment l'attention qu'elle entend porter à l'usage des données publics dans le cadre de l'exécution de ses contrats.

La notion de données publiques inclut tant les données collectées, traitées ou gérées directement par la collectivité que celles d'un tiers intervenant pour le compte de celle-ci, dans le cadre de ses activités de service public et en lien avec ses compétences.

La présente clause a pour objet l'application de cette charte et des dispositions légales introduites notamment par la loi n°2016-1321 pour une République Numérique du 7 octobre 2016.

Éléments préliminaires :

- Propriété

Conformément aux dispositions de l'article 37.2.3 du C.C.A.G.-F.C.S., les données produites ou collectées dans le cadre du contrat appartiennent à l'acheteur.

- Format

Le format répond aux exigences définies à l'article 26 du C.C.A.G.-F.C.S..

- Sécurité

Le titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la conservation, la confidentialité et l'intégrité des données pendant l'exécution du contrat.

Il décrit ces mécanismes de sécurisation et les modalités d'hébergement pour chacun des jeux de données du contrat et informe l'acheteur de toute évolution de ces dispositifs.

- Contrôle

Le titulaire donne accès à l'acheteur ou à toute personne désignée par lui à l'ensemble du système et des données du contrat en cas de demande de contrôle.

En complément, l'acheteur peut diligenter un audit de sécurité auprès du titulaire ou le cas échéant de ses sous- traitants.

Le titulaire rend compte à l'acheteur de la mise en œuvre des prescriptions du présent article dans les rapports relatifs à l'exécution du présent contrat. La mise en œuvre du présent article est inscrite à l'ordre du jour des réunions de suivi du marché et la transmission des données fait l'objet du même contrôle que les autres livrables prévus par le marché.

L'acheteur se réserve le droit de communiquer sur la mise en œuvre du présent article lors de la présentation du rapport annuel relatif à la Charte de la donnée ou lors de toute autre communication portant sur le même thème.

12.1. Identification des données

Conformément à l'article 26 du C.C.A.G.-F.C.S., l'intégralité des données du contrat figure dans l'annexe « **données de la collectivité** ». Le titulaire précise la nature de ces données, la fréquence et le(s) format(s) de leur transmission ou de leur mise à disposition, leur finalité, leur lieu d'hébergement et leur durée de conservation.

Pendant l'exécution du contrat, toute collecte d'autres données que celles qui figurent à l'annexe « **données de la collectivité** » fera, si elle est à l'initiative du titulaire, l'objet d'une information par le titulaire à l'acheteur qui disposera d'un délai d'un mois pour faire part de son éventuelle opposition via le profil acheteur. Toute nouvelle collecte à l'initiative de l'acheteur fera l'objet d'une information par l'acheteur au titulaire, par courrier électronique. Une version actualisée du tableau figurant à l'annexe « **données de la collectivité** » sera tenue à jour par le titulaire pour inclure l'ensemble des données collectées dans le cadre du marché.

12.2. Utilisation et transmission des données durant l'exécution du contrat

Conformément à 37.2.3 du CCAG FCS, l'acheteur consent au titulaire un droit d'usage non exclusif des données durant l'exécution du contrat. Il est formellement interdit au titulaire :

- D'utiliser, les données visées au présent article à des fins autres que celles utiles à l'exécution du présent contrat. Toute autre finalité, y compris l'amélioration du service par le titulaire, fera l'objet d'une information par ce dernier à l'acheteur qui disposera d'un délai d'un mois pour faire part de son éventuelle opposition via le profil acheteur ;
- De transmettre ces données ou une partie de celles-ci à des tiers, sauf tiers autorisés par un fondement légal ou suite à l'autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

Le titulaire veille à ce que ses prestataires respectent les interdictions susmentionnées.

En cas de manquement par le titulaire à son obligation de transmission ou de mise à disposition des données du contrat, une pénalité financière de 150 € par jour calendaire de retard, sera appliquée par jeu de donnée et par jour de retard par manquement.

12.3. Hébergement des données

L'ensemble des données du présent contrat est hébergé soit dans l'Union Européenne, soit en France selon les dispositions prévues par l'article 3 de la Charte métropolitaine de la donnée.

L'acheteur devra préalablement être informé de toute modification relative à l'hébergement des données par le titulaire ou par ses prestataires au cours du contrat.

12.4. Sobriété dans la collecte et la conservation des données

Le titulaire, et ses prestataires le cas échéant, s'engagent à collecter les seules données nécessaires à l'exécution du présent contrat et en limitent le stockage.

La durée de conservation par le titulaire, de toutes les données, personnelles ou non, est déterminée en fonction de leur nature et de l'objectif poursuivi (à l'exception des données conservées et archivées à des fins de recherche scientifique ou historique).

La durée de conservation, par le titulaire, de chaque donnée est précisée à l'annexe « **données de la collectivité** ».

Un tableau de gestion documentaire des jeux de données élaboré par l'acheteur pourra modifier ou compléter en cours d'exécution du contrat, l'annexe « **données de la collectivité** » complétée par le titulaire. Il précisera le sort final des données (conservation ou élimination), leur durée de conservation chez le titulaire et la fréquence d'extraction ou de purge qu'il devra respecter.

12.5. Algorithmes et intelligence artificielle

L'acheteur a pris des engagements particuliers concernant l'usage d'algorithmes de prise de décision individuelle, quel qu'en soit la méthode, et l'usage de traitements faisant appel à des méthodes d'intelligence artificielle.

La création ou l'utilisation d'algorithmes de prise de décision individuelle ou de traitements fondés sur l'intelligence artificielle sur les données collectées dans le cadre du présent contrat est soumise à l'accord exprès et préalable de l'acheteur.

Elle entraînera une obligation de transmission par le titulaire des éléments de documentation de l'algorithme listés à l'annexe « **données de la collectivité** » et l'acheteur sera tenu de publier ces éléments dès lors qu'ils entraînent une décision individuelle automatisée.

Pour tout algorithme de prise de décision individuelle, le titulaire est en outre tenu d'assurer dans le cadre de sa prestation prévue pour le présent marché, les obligations prévues aux articles R311-3-1-1 et R311-3-1-2 du Code des relations entre le public et l'administration :

- Informer explicitement l'intéressé que la décision le concernant a été prise sur le fondement d'un traitement algorithmique en faisant figurer sur toute décision individuelle une mention explicite précisant les finalités du traitement, un rappel du droit à la communication des règles définissant ce traitement et des principales caractéristiques de sa mise en œuvre, et les modalités d'exercice de ce droit ;
- Fournir à tout intéressé qui en fait la demande, une information individuelle sous une forme intelligible indiquant : le degré et le mode de contribution du traitement algorithmique à la prise de décision ; les données traitées et leurs sources ; les paramètres de traitement et leur pondération, appliqués à la situation de l'intéressé ; les opérations effectuées par le traitement.

12.6. Expérimentations

Dans l'hypothèse où les parties souhaiteraient mettre en place des expérimentations, elles s'engagent par un protocole à définir ensemble les conditions de la mise en œuvre des expérimentations, de leur évaluation et de leur déploiement. Ce protocole s'inscrit dans les principes de la charte métropolitaine de la donnée.

Dans l'hypothèse où une expérimentation nécessiterait de déroger à l'un ou l'autre de ces principes, le protocole encadrera la dérogation. Il limitera notamment la durée de conservation des données.

Le modèle de protocole et sa méthodologie d'élaboration seront fournis par l'acheteur.

12.7. Sort des données

Le titulaire conserve les données tant qu'elles n'ont pas été transmises à l'acheteur.

A l'issue du contrat, une fois les données transmises à l'acheteur, le titulaire supprime les données concernées. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire.

Si le titulaire conserve les données au-delà de la fin du contrat, il devra demander une dérogation auprès de l'acheteur pour les conserver et justifier de leur utilisation.

La destruction de données qui n'auraient pas été préalablement restituées à l'acheteur par le titulaire n'est envisageable qu'après l'accord exprès de l'acheteur, conformément à la réglementation relative aux archives publiques.

12.8. Ouverture des données publiques

L'acheteur s'est engagé dans une politique pour l'innovation et le développement numérique faisant une place prioritaire au logiciel libre et à la réutilisation des données publiques conformément au Code des relations entre le public et l'administration concernant la réutilisation des informations du secteur public.

Pour cela, il permet aujourd'hui à des tiers de réutiliser librement les données publiques diffusées sur sa plate-forme accessible à l'adresse <http://data.nantesmetropole.fr>. **Sont expressément exclues de cette démarche les données à caractère personnel ainsi que celles sur lesquelles des tiers détiendraient des droits de propriété intellectuelle.**

L'acheteur se réserve la possibilité de publier sous une licence de réutilisation publique, qui précise les droits et les obligations rattachés aux données, les données issues de l'exécution du présent marché. A cette fin, le titulaire met à disposition gratuitement sous format ouvert (c'est-à-dire, selon l'article 4 de la Loi pour la Confiance dans l'économie du Numérique du 21 juin 2004 « *tout protocole de communication, d'interconnexion ou d'échange et tout format de données interopérable et dont les spécifications techniques sont publiques et sans restriction d'accès ni de mise en œuvre* ») toutes les données non couvertes par des droits de propriété intellectuelle et relative à l'exécution du présent marché. A défaut, en vue de la mise à disposition à titre gratuit des informations publiques, le titulaire fournira les outils permettant d'extraire et d'exploiter librement tout ou partie des données et bases de données.

Lorsque les données concernées sont régulièrement mises à jour, le titulaire veillera à mettre à disposition les données via un dépôt de type FTP ou assimilé ou bien via un Web Service. Le titulaire apportera une attention particulière à documenter les opérations d'accès. Il devra également accorder les autorisations afin que les services de la personne publique puissent exploiter les données à la fréquence de leur production.

Le titulaire désigne une personne ressource pour répondre aux questions éventuelles des réutilisateurs de données, que l'espace d'échange soit mis en place par l'acheteur ou le titulaire.

Article 13. Engagements du titulaire – Plan de progrès

L'objectif du plan de progrès est d'inscrire la relation fournisseur dans une démarche d'amélioration continue.

A cet effet, à partir des informations dont le titulaire dispose, et en tant qu'expert et conseiller sur le marché cité en objet du présent C.C.A.P., il s'engage à communiquer une fois par an, 4 mois avant la date anniversaire de la notification du présent marché, un plan de progrès. Ce plan de progrès sera un document écrit faisant état des points suivants :

- Bilan technique, qualitatif et financier du marché en-cours. Pour le bilan technique et qualitatif, le titulaire mettra en avant notamment les points forts et points de faiblesse observés lors de l'exécution du contrat ;
- Propositions et solutions quant aux aménagements de toute nature effectuée et/ou à effectuer pour déboucher sur une plus grande efficacité de la prestation tout en préservant la qualité du service attendu (ex : commande, livraison, facturation, moyens, substitution articles, nouveautés...) ;
- Propositions et solutions à mettre en œuvre pour permettre une optimisation des coûts tout en préservant le niveau qualitatif attendu ;
- Propositions financières pour l'année suivante compte tenu de la politique d'achats du groupement de commandes

Ce plan de progrès intégrant une analyse de l'existant et une projection sur l'année n+1 constitue un élément d'échange pour envisager la reconduction du marché.

Article 14. Résiliation des engagements contractuels

14.1. Résiliation en cas de manquements à ses obligations

Dans l'hypothèse où des difficultés se présenteraient fréquemment du fait, notamment, de récurrence de retards non justifiés dans l'exécution de ses missions, de fréquents non-respect des engagements pris dans le cadre du marché, d'absence de fiabilité des éléments fournis pour le suivi commercial ou financier du marché, l'acheteur aura la faculté de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

L'acheteur fait connaître son intention au titulaire en motivant sa décision. Le titulaire disposera d'un délai de 10 jour ouvré pour lui présenter ses observations. Au vu de celles-ci, la collectivité prendra sa décision et la notifiera au titulaire.

14.2. Autres cas de résiliation

Les articles 38 à 45 du C.C.A.G.F.C.S. sont applicables au présent marché.

Par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnité.

Article 15. Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de la personne publique est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Article 16. Nantissement – Cession de créance

Le marché est susceptible d'être cédé ou donné en nantissement dans les conditions précisées aux articles R2191-45 et suivants du code de la commande publique.

En conséquence, et pour assurer éventuellement l'exécution des dispositions qui précèdent, il est spécifié que les paiements auront lieu auprès du/de la Responsable du service de gestion comptable de Nantes, 8 rue Pierre Chéreau - BP 53 615 – 44036 NANTES CEDEX 1.

Les modifications dans la désignation du comptable ou dans les modalités du paiement feront l'objet d'une mention spéciale sur l'exemplaire délivré.

Aucune modification dans la désignation du comptable ni dans les modalités de règlement ne pourra intervenir après signification au comptable du nantissement.

Article 17. Dérogations au C.C.A.G. FCS

Les dérogations aux C.C.A.G.-F.C.S. explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- L'article 1.2 déroge à l'article 16.1 du C.C.A.G.-F.C.S.
- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S.
- L'article 11 déroge à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S.
- L'article 14.2 déroge à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S.